

Le manque de logements adéquats contribue à la violence domestique

Messages clés



La facture collective de la crise du logement au Québec

Les résultats présentés dans cette fiche sont issus d'un vaste projet de recherche initié par la santé publique visant à quantifier les coûts économiques et sociaux qui découlent du manque de logements adéquats au Québec.

L'inabondance des logements nuit à la santé des populations et des communautés notamment en augmentant l'instabilité résidentielle et en diminuant le revenu disponible pour répondre à d'autres besoins essentiels.

➔ **Les politiques d'habitation constituent un levier déterminant pour lutter contre la violence entre partenaires intimes et contre la violence domestique.**



La **pénurie de logements** abordables et les difficultés financières peuvent limiter les possibilités de sortie d'une relation violente.

- Les personnes se percevant comme très pauvres sont **59 % plus à risque** d'avoir voulu quitter le domicile sans avoir pu le faire comparativement aux personnes se percevant à l'aise financièrement.



Les personnes qui habitent un **logement surpeuplé** présentent **un risque 7,8 % plus élevé** d'avoir subi de la violence entre partenaires intimes, comparativement aux personnes habitant un logement de taille convenable.

Le manque de logements adéquats contribue à la violence domestique

Messages clés



La facture collective de la crise du logement au Québec

Impact pour la société

Le **surpeuplement** des logements pourrait expliquer **8 500 cas de violence** entre partenaires intimes au Québec en 2021-2022.

Impact sur les enfants

Avoir été exposé à la violence domestique durant l'enfance **accroît le risque de revivre de la violence** dans un contexte conjugal ou familial à l'âge adulte.

Au Québec, **20 % des enfants âgés de 6 mois à 17 ans ont été exposés à de la violence** entre partenaires intimes en 2024.

Source : Geoffroy Boucher et Sandy Torres. (2026). Les effets du manque de logements adéquats sur la violence domestique et le développement des enfants. La facture collective de la crise du logement au Québec. Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

Rédaction : Directions de santé publique de : Montréal, la Montérégie, Laval, Bas-Saint-Laurent, la Capitale-Nationale et l'Estrie ainsi que l'Institut national de santé publique du Québec. Avec la contribution de l'Observatoire québécois des inégalités, du Ministère de la santé et des services sociaux et de Centraide du grand Montréal.